



HAL
open science

Siphonner les voix des “ fâchés pas fachos ” : le pari perdu de Mélenchon

Hugo Melchior, Bryan Muller

► To cite this version:

Hugo Melchior, Bryan Muller. Siphonner les voix des “ fâchés pas fachos ” : le pari perdu de Mélenchon. 2019, <10.64628/AAK.vjv7kj7y5>. <hal-03286080>

HAL Id: hal-03286080

<https://hal.science/hal-03286080v1>

Submitted on 3 Nov 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-ND 4.0 - Attribution - No Derivative Works - International License

Siphonner les voix des « fâchés pas fachos » : le pari perdu de Mélenchon

Publié: 30 juillet 2019, 19:05 CEST

Hugo Melchior

Doctorant en histoire politique contemporaine, Université Rennes 2

Bryan Muller

Doctorant contractuel chargé d'enseignement en Histoire contemporaine, Université de Lorraine

DOI

<https://doi.org/10.64628/AAK.vjv7kj7y5>



Jean-Luc Mélenchon (ici, le 23 juin 2019, à Paris) a subi un échec cuisant lors des Européennes du 26 mai dernier. Geoffroy Van Der Hasselt / AFP

<https://theconversation.com/siphonner-les-voix-des-faches-pas-fachos-le-pari-perdu-de-melenchon-120143>

Avec seulement 6,3 % des voix, la France insoumise (FI), à l'instar de la majorité des gauches radicales européennes, a connu lors des élections européennes du 26 mai 2019 une érosion spectaculaire par rapport à 2017. Celles-ci n'ont plus que 41 députés au Parlement européen, soit 20 % de moins que durant la précédente mandature (52 eurodéputés).

Dès le début de la campagne, en août 2018, la FI avait pourtant annoncé vouloir faire de cette élection un « référendum anti-Macron », enjoignant les Français à infliger au « Président des riches » une formidable « raclée démocratique ».

Cette crise de croissance, qui a dégénéré en crise ouverte au sein du mouvement, ne serait-elle pas la preuve de l'incapacité structurelle de Mélenchon et de ses amis à réussir ce pari audacieux qui aurait justifié leur hypothèse stratégique du « populisme de gauche », chère à la philosophe Chantal Mouffe : conquérir l'électorat populaire de la droite nationaliste ?

Il s'agissait de rallier au moins une partie significative des millions d'ouvriers et d'employés, plus largement des Français aux revenus modestes. Élection après élection, ces derniers persistent à apporter leur suffrage au parti de Marine Le Pen, le Rassemblement national (RN), au lieu de soutenir ceux qui veulent « redonner le pouvoir au peuple » et défendent l'idée d'un nouvel humanisme contre les ravages du « capitalisme extractiviste et productiviste ».

Le FN/RN solidement ancré au sein de l'électorat populaire

Avec 32 % du vote des employés et 47 % de celui des ouvriers à ces élections européennes, le RN demeure le premier parti populaire de France, dans la continuité de ce qui a l'œuvre non seulement depuis que Marine Le Pen a succédé à son père en 2011, mais bien depuis les années 1990, et ce qui fut le « tournant social » du FN. Celui-ci a contribué fortement à la prolétarianisation de son électorat, et par là même au renouvellement et à l'élargissement de sa base électorale. Le FN/RN a réussi à capter le vote ouvrier, et peut, depuis 25 ans au moins, se prévaloir d'un véritable « ancrage de classe ».

La force du FN/RN réside dans le fait que ce vote populaire n'est pas soumis à des fluctuations, mais se maintient – scrutin après scrutin – à des niveaux élevés, qui lui permettent de demeurer une force compétitive sur le marché politique, même si le mode de scrutin uninominal à deux tours rend chimérique l'ambition de pouvoir disposer d'une majorité parlementaire en ne comptant que sur ses seules forces.

Ainsi, la droite nationaliste a-t-elle réussi le tour de force de pérenniser sa pénétration dans ce qui a constitué, pendant des décennies, « la base populaire et ouvrière » des gauches socialiste et communiste, avant qu'advienne, à partir du milieu des années 1980, un processus de désaffiliation, qui remet durablement en cause le « vote de classe » à gauche.

A la conquête des « fâchés pas fachos »

Mélenchon ne fit pas d'autre constat en juin 2012, lorsqu'on l'interrogea sur son choix d'aller affronter Marine Le Pen dans la 11e circonscription du Pas-de-Calais pour tenter d'accéder à la députation :

« Le décrochage n'est pas qu'affectif, cette gauche-là est aujourd'hui incapable de prouver au peuple que ses intérêts sont à gauche. Il y a une déconnexion entre son programme et les classes populaires. Nous sommes la relève ».

Son ambition pour les années à venir était la suivante : reconquérir au moins une partie de cet électorat ouvrier lépéniste, considéré comme définitivement perdu par certains à gauche. Ceux que Mélenchon désigne, depuis au moins les législatives de 2012, sous l'expression « les fâchés pas fachos ». A l'inverse, la Fondation Terra Nova expliquait que pour triompher en 2012, le PS ne devait pas « chercher à restaurer sa coalition historique de classe » car « la classe ouvrière n'est plus le cœur du vote de gauche ».

Débat Le Pen-Mélenchon : les moments forts



Dès la présidentielle de 2012, dans la stricte continuation de ses prises de position antérieures, Mélenchon fit du FN son adversaire numéro un, et de Marine Le Pen sa « principale ennemie », considérant que les deux représentaient un véritable danger autant pour les intérêts des salariés que pour l'unité de la nation républicaine, et que par là même, elle était « illégitime » à occuper la maison du pouvoir.

Par ailleurs, Mélenchon postulait que son « éradication » était également nécessaire pour des raisons stratégiques. En effet, le FN était présenté comme « le verrou » à faire sauter pour permettre de renverser le rapport des forces à gauche, condition de possibilité pour permettre une recomposition du système partisan en France. Il déclarait ainsi, le 19 avril 2012, lors de son ultime meeting au Parc des expositions de la porte de Versailles, devant 50 000 personnes :

« Il faut pour des raisons morales, affectives que vous connaissez mais aussi pour des raisons politiques que nous levions le verrou que les Le Pen père, fille, et je ne sais qui encore, opèrent sur la situation politique. »

Jean-Luc Mélenchon - Meeting de la Porte de Versailles 19-04-2...



En effet, la menace du FN était, d'après lui, ce qui permettait aux socialistes de justifier le vote utile en leur faveur, et de préserver ainsi leur domination électorale à gauche. Finalement, ruse de l'histoire, le PS se délita pendant la mandature de François Hollande, sombrant même dans les limbes en 2017, tandis que le FN continua d'améliorer ses scores à chaque nouveau scrutin, allant jusqu'à dépasser la barre symbolique des 10 millions de voix au second tour de la présidentielle de 2017.

De l'éloge de la « société bigarrée » au codéveloppement

Lors de la présidentielle de 2012, sachant que les électeurs du FN étaient les plus polarisés par la question de la « rencontre migratoire », Mélenchon – lors de son discours sur les plages du Prado à Marseille – avait déjà cherché à convaincre en faisant l'éloge de la « société bigarrée », en promouvant le « métissage ». Il soulignait alors les bienfaits de l'immigration extra-européenne pour la société française, ainsi que la communauté de destins des peuples du pourtour méditerranéen.

Ainsi, pour tenter de l'emporter dans cette bataille culturelle, et de détacher une partie de l'électorat populaire arrimé au FN, Mélenchon fit-t-il le choix de célébrer l'altérité, « l'Autre » dans sa singularité, récusant sans ambages toute conception ethnique, raciale, exclusiviste de la nationalité française, et par là même défendant une conception ouverte, radicalement politique et universelle de la citoyenneté dans la tradition égalitaire du mouvement ouvrier organisé, comme l'illustra l'expérience historique de la Commune de Paris.

Cependant, au premier tour de la présidentielle de 2012, seuls 2 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen de 2007 se reportèrent sur sa candidature. Il en fut de même en 2017, où ils ne furent que 4 % parmi les électeurs de Marine Le Pen de 2012 à apporter leur suffrage à Mélenchon.

Celui-ci avait pourtant décidé, lors du dernier scrutin présidentiel, de remettre en partie sa ligne résolument pro-immigration de 2012 qui, selon lui, lui aurait coûté des voix dans l'électorat populaire. Aussi préféra-t-il insister sur la nécessité de réduire les flux migratoires en s'attaquant à leurs causes, tout en affirmant – contrairement à 2012 – que l'immigration devait être assimilée à « un exil forcé », à « une souffrance », lui même ayant connu dans son enfance l'expérience douloureuse « du partir », et que, par des politiques de codéveloppements ambitieuses, il fallait créer des conditions matérielles d'existence suffisamment dignes dans les pays d'émigration pour que les étrangers puissent demeurer « enracinés » chez eux.

Comme dans les années 1960, lorsqu'en Bretagne on revendiquait dans l'espace public vouloir « vivre et travailler au pays », et mettre ainsi fin à l'exode endémique des forces vives bretonnes contraintes de partir travailler notamment dans la capitale, Mélenchon répéta maintes fois que les étrangers de tous les pays devaient avoir la possibilité eux aussi de « vivre dignement au pays ».

Pour Mélenchon, si « l'invasion migratoire » constituait un mensonge éhonté utilisé pour effrayer les nationaux et les détourner des adversaires véritables que seraient dans sa conception dichotomique de la société les membres de « l'oligarchie », de « la caste », et si la France se devait d'être exemplaire au travers de sa politique d'accueil des étrangers réfugiés, il n'existait pas un « droit d'émigrer ». Cela revenait à accepter, sans toutefois l'assumer franchement, que l'État puisse renvoyer les étrangers qui se voient refuser un titre de séjour par l'administration.

La question sociale plutôt que la question ethnique

Lors de la campagne de 2017, les cadres de la FI se réjouirent des déboires du FN : mauvaise prestation de Marine Le Pen face à Emmanuel Macron lors du débat de l'entre-deux-tours, incapacité du FN à constituer un groupe parlementaire (contrairement à FI), suivi par le départ de son numéro deux, Florian Philipot, en septembre 2017 après que ce dernier eut été brusquement déclassé dans l'organigramme du FN. Mélenchon rappela, comme il l'avait déjà fait le 27 août 2017 à Marseille, que le FN était « un parti qui ne sert à rien », un repaire d'illusionnistes, qui tromperaient sans vergogne les salariés, les classes populaires.

Entre 2017 et 2019, le dirigeant des Insoumis ne cessa de s'adresser aux « fâchés pas fachos », c'est-à-dire à ces électeurs que comptait le FN/RN censés être davantage sensibles à la question sociale qu'à la question ethnique/raciale, et susceptibles d'être séduit par le vote FI. A ses yeux, il existait un réservoir de voix important. Sans doute pensait-il aux 36 % des électeurs du FN qui déclaraient avoir une bonne opinion de lui. Sans compter ceux qui, nombreux, parmi les indécis au sein de l'électorat frontiste, disaient du candidat de la FI qu'il était leur deuxième choix.

Il rappela l'actualité et la permanence de ce combat contre le RN/FN, notamment au plus fort de la crise des Gilets jaunes, en décembre 2018, exprimant le désir de voir ces électeurs « fâchés pas fachos » manifester leur colère autrement qu'en apportant leur suffrage à la droite nationaliste.

Quand le RN siphonne des électeurs de Mélenchon

Les élections européennes auraient dû permettre de mesurer le chemin parcouru par la FI dans sa volonté de siphonner une partie de l'électorat frontiste, et notamment sa capacité à rallier ceux que Pascal Perrineau nomme les « gaucholepénistes » qui, même minoritaires, représenteraient néanmoins 10 % de l'électorat frontiste.

Il n'en fut rien : le transfert d'électeurs de Marine Le Pen de 2017 vers la FI, lors du scrutin du 26 mai 2019, a encore décliné par rapport aux deux présidentielles de 2012 et 2017. Il a même été, pour ainsi dire, insignifiant : proche de 0 %. A contrario, la liste RN dirigée par Jordan Bardella a réussi à rallier 7 % des électeurs de Mélenchon de 2017 qui ont voté à ces élections européennes.

Les enquêtes successives l'avaient démontré depuis longtemps : s'il est un électorat populaire faisant du FN/RN un véritable « parti de classe », l'électorat lepéniste reste ancré à droite politiquement et culturellement. D'origine européenne, il assume un positionnement résolument hostile à l'endroit des étrangers extra-européens et de culture arabo-musulmane, tout en exigeant que soit mis en œuvre par l'État un protectionnisme intégral afin que les titulaires de la nationalité française soient privilégiés par rapport aux étrangers et protégés contre les supposés méfaits du « mondialisme », du « libre-échange ».

Aussi, lorsque des transferts de voix massifs ont eu lieu au détriment du FN, comme en 2007, c'est la droite libérale en la personne de Nicolas Sarkozy qui en a profité. A l'inverse, en 2017, Marine Le Pen est parvenue à attirer jusqu'à 14 % des électeurs qui avaient voté Sarkozy en 2012.

Ces deux cas de figure, à une décennie d'intervalle, apportent la preuve de la porosité entre des électorats des droites, tandis que la FI, en dépit de sa stratégie dite « populiste de gauche » visant à s'adresser, à partir de son programme *l'Avenir en commun*, aux classes subalternes par-delà les clivages partisans, n'a pas réussi à ramener dans son giron même une fraction de cet électorat au « tropisme droitier ». Et cela, en dépit d'un discours qui se voulait plus équilibré sur la question migratoire, au risque de se retrouver à contre-courant des propositions jugées maximalistes de certaines « gauches alternatives », comme le NPA, en faveur de la liberté totale de circulation et d'installation.

Malgré ces échecs, Mélenchon et ses partisans n'ont pas renoncé, à partir de leur programme, véritable socle commun, à disputer au RN l'hégémonie culturelle au sein des classes populaires « blanches ». En effet, outre la nécessité de rallier une fraction importante de la masse des abstentionnistes récurrents, mais aussi de pénétrer enfin l'électorat âgé (3 % de suffrages seulement chez les plus de 65 ans aux dernières élections européennes pour la FI, alors que celui-ci constitue l'électorat le plus mobilisé à tous les scrutins), il leur faudra également construire des jointures solides avec la multitude hétérogène « des petits blancs » pour espérer devenir à moyen terme « un parti au pouvoir ».